

## Exercice n°16

1. La part des dépenses publiques dans le PIB en France a considérablement augmenté au fil des années : de 10% en 1870 à plus de 50% dans les années 90, ou même actuellement. Mais, il semble qu'il doit y avoir un essoufflement de ces dépenses avec la montée des actions au profit du libéralisme et avec la globalisation (aiguïsement de la concurrence). Ces dépenses sont occasionnées par diverses nécessités : protection sociale, encadrement de l'appareil productif, encadrement de la société (éducation, formation,...) et défense du territoire et garantie de l'ordre interne....

2.

Dépenses publiques en hausse (postes)	Causes de l'augmentation
1- Administration générale (police, justice, sécurité) ;	- Complexité croissante de l'activité économique suite à l'industrialisation ;
2- Éducation, culture, action sociale ;	Élévation du niveau de vie ;
3- Investissements lourds (infrastructure) ;	Accroissement de la taille des équipements dû à l'industrialisation ;

3. **Effet de déplacement** : forte hausse du poids des dépenses publiques dans le PIB après chaque guerre ou crise économique. Pendant les périodes de paix, les contribuables résistent à une augmentation du poids des prélèvements obligatoires ; pendant les guerres et les périodes difficiles, ils admettent cette augmentation.

- **effet de cliquet** : c'est la rigidité à la baisse des dépenses publiques à la suite des guerres et des crises,

impossibilité de retourner au poids antérieur de l'État.

4. **L'électeur-médian** : Selon l'école du « public choice », la vie publique est un marché : les candidats sont guidés par l'intérêt personnel, ils achètent les voix des groupes déterminants en donnant satisfaction à leurs revendications ; ils développent donc, des politiques, de revendications favorables aux classes moyennes, dont le poids dans la population total augmente, d'où augmentation des dépenses publiques.

5. **Conclusion- récapitulation :**

- a. La complexité croissante d'une société industrialisée ;
- b. l'accroissement de la demande de biens et services adressés à l'État ;
- c. la nécessité d'investissements lourds très coûteux ;
- d. les effets de seuil ou de déplacement dus aux guerres et crises économiques ;
- e. la montée des classes moyennes bénéficiaires des politiques de redistribution.